

BILLET DE BLOG 2 juillet 2026

Le G7 a produit des résultats, tout en montrant ses limites

Auteurs

Céline Kauffmann

Directrice des programmes

Damien Barchiche

Directeur du programme Gouvernance du développement durable

🕒 Temps de lecture: 9 min



Dans un monde de ruptures et de chocs répétés sous le coup des enjeux combinés de la recrudescence des pandémies et des catastrophes naturelles, d'un développement technologique déstabilisant, d'un équilibre mondial des pouvoirs en mouvement et d'une géopolitique intense, le G7 sous Présidence française a envoyé des messages forts : la coopération internationale est inéluctable, mais les alliances à géométrie variable ; la recherche de sécurité prime, avant tout militaire, mais aussi économique ; l'argent est ailleurs que dans les bourses publiques (et il faut le canaliser) ; et si l'unité du G7 a été préservée, son avenir est loin d'être assuré.

Un G7 sous stéroïdes

Le [sommet d'Évian](#) s'est achevé sur 9 documents de consensus, qui suivaient 7 Déclarations ministérielles sur [l'environnement](#), un Communiqué ministériel et 4 livrables sur le [développement](#), un Communiqué des [ministres du Commerce](#), 2 Communiqués des [ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales](#), une Déclaration de la [filière numérique](#), et un Communiqué du [G7 Social](#), issu de la Réunion des ministres du Travail et de l'Emploi, tous adoptés entre avril et juin 2026.

L'ambition de la Présidence française est largement atteinte : l'inconnu que constituait le comportement du président américain a été contenu, les grandes priorités posées sur la table – déséquilibres macroéconomiques et renouvellement des partenariats pour le développement – ont constitué un cadre suffisamment large, ambitieux et interdépendant pour ancrer les discussions. Et si l'objectif de convergence l'a emporté sur l'ambition des résultats, les discussions ont mené à des opportunités de coordination entre pays du G7 sur la gestion des conflits, la sécurité économique, les minéraux critiques, le numérique, la santé et le financement du développement et un certain nombre de ponts ont été posés avec les économies hors G7.

Au final, le G7 renforce son rôle de gestion des crises, à la fois dans son intervention auprès de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour libérer des réserves de pétrole et pallier la fermeture du détroit d'Ormuz, dans ses prises de position face aux conflits ouverts – pression renforcée vis à vis de la Russie pour mettre fin à la guerre en Ukraine et appel à un arrêt des hostilités au Liban – et face à ce que les pays du G7 estiment constituer une urgence d'agir créée par la domination chinoise dans les chaînes de valeur des minéraux critiques.

L'accord pris par les pays pour réduire ensemble cette dépendance est emblématique par bien des aspects. L'adoption de cibles pour diversifier les chaînes de valeur des minéraux critiques¹ est un signal fort envoyé à la Chine, d'autant que l'ambition semble démesurée au vu de la concentration présente, de l'échéance temporelle visée et des cibles nationales sous-jacentes. L'accord esquisse aussi une voie de coopération avec les (autres) pays tiers, parties prenantes des chaînes de valeur, et notamment les pays producteurs, *via* la production de valeur locale et la mobilisation des financements des banques de développement ; il se présente ainsi comme une illustration du renouveau des partenariats pour le développement discuté dans la filière développement, mais laisse de côté l'enjeu de qui portera les coûts de court terme de la sécurisation des chaînes de valeur.

Les avancées sur les déséquilibres macroéconomiques sont de l'ordre de la mise à l'agenda et de la reconnaissance que les enjeux sont partagés et interdépendants. Le commerce et la croissance extravertie de certains ne sont pas les seuls responsables de la déstabilisation des équilibres mondiaux ; la surconsommation, le sous-investissement en sont aussi des facteurs, ainsi que les pratiques non compétitives². Pour l'instant, les discussions reconnaissent principalement l'importance d'œuvrer au niveau domestique et l'intérêt conjoint de coordonner les politiques économiques. On en est encore au stade des définitions, de la recherche du dénominateur commun et des avancées possibles. La Déclaration pour une croissance plus équilibrée, plus durable et plus résiliente prévoit une continuation de la discussion dans le cadre du G20 sous présidence américaine³, instance pertinente au vu des enjeux et des pays impliqués mais où elle risque d'être plus difficile.

La Déclaration des leaders sur des partenariats mutuellement bénéfiques entérine le renouvellement du récit sur le financement du développement mis en avant par le communiqué de la Ministérielle Développement ([Iddri, 2026a](#)

). Elle fait un pas de plus en établissant un lien explicite entre développement et chaînes de valeur critiques et précise les directions sur les priorités d'utilisation du financement concessionnel. Elle ne permet toutefois pas de clore les débats sur la capacité de fonds concessionnels réduits à porter la double ambition de solidarité internationale et d'effet de levier sur l'investissement privé, ni sur l'atterrissage d'approches assumées de l'intérêt bien compris des bailleurs (et notamment de ce que signifie le retour de l'aide liée en termes d'efficacité et de cohérence avec l'objectif de réduire la fragmentation).

Le G7, un club pas comme un autre, au futur incertain ?

Au vu de la photo de groupe et des résultats, le G7 se présente comme un front uni, mais les divisions sont profondes et l'insécurité vient aussi de l'intérieur. Les pays du G7 sont unis par une histoire partagée forte. Leur alliance date d'une époque où leur poids économique et leur influence étaient indisputés. Ce qui les lie aujourd'hui s'est amenuisé mais n'a pas disparu – ils restent collectivement des pays pourvoyeurs d'aide, porteurs d'innovation technologique, adeptes de valeurs démocratiques. Mais les dissensions internes et le recul de leur pertinence économique ont été mises en lumière par une série de crises et par l'arrivée de l'administration Trump au pouvoir. Leur influence dépendra de leur capacité à créer des ponts avec les pays partenaires et les autres fora politiques tels que le G20 et les BRICS ([Communiqué T7](#)).

Mais les résultats du G7 questionnent son attractivité pour les autres puissances. L'ambition d'associer des pays partenaires, notamment aux Déclarations finales, a abouti à des résultats mitigés – même s'il faut reconnaître la proactivité de la Présidence française dans ce domaine. La Chine a choisi de rester à l'écart d'un club dont elle juge les intentions hostiles – ce qui s'est illustré par une participation jugée cosmétique à la réunion de convergence organisée par l'Élysée à la veille du sommet. Les pays partenaires se sont engagés à géométrie variable en fonction des déclarations, les appels pour le cancer et la sécurité numérique pour les mineurs bénéficiant d'un large soutien (Brésil, Égypte, Inde, Kenya, Corée), tandis que l'Australie, seule, s'est associée à la Déclaration sur les minerais critiques.

Dans ce domaine, le G7 propose explicitement la création d'un club de diversification, associant cibles de limite de la dépendance, cibles de circularité et ambition de transparence. La Déclaration annonce la mise en place d'une plateforme ouverte sous contrôle du G7 et abondée en données et analyses par l'OCDE et l'AIE. Outre un positionnement clair vis-à-vis de la Chine de la part des participants, ce qui n'est pas donné dans une période où les puissances « moyennes » choisissent plutôt la multiplicité des partenariats, le succès d'un tel club dépendra aussi de sa capacité à englober l'ensemble des chaînes de valeur et donc d'entendre les attentes des pays producteurs (notamment sur ce qui constitue la « criticalité » des minéraux).

Au final, le message que le G7 laisse aux pays non-G7 est ambigu : d'un côté, un club qui a besoin de ses partenaires pour se légitimer et se montre à l'écoute ; de l'autre, des partenaires invités mais pas nécessairement co-auteurs, une Afrique du Sud écartée sous pression américaine, et le lancement d'un club mais pour l'instant sans partenaire officiel du Sud pour en endosser la première Déclaration.

Et le développement durable ?

Menées dans la recherche du consensus, le G7 a exclu de réitérer des références à des engagements clés pris par le passé : climat, développement durable, équité. Le développement durable s'est néanmoins invité, dans la substance des discussions. La guerre en Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz ont remis en lumière la question de la sécurité énergétique et des vulnérabilités créées par les dépendances aux énergies fossiles. Les catastrophes naturelles et épisodes météorologiques extrêmes sont un objet récurrent de discussion pour les ministres des Finances en raison des risques pour les budgets publics et la stabilité économique. La réalité est têtue : bannir les mots ne fait pas disparaître les enjeux.

Mais il faut distinguer deux registres : certains sujets rentrent par une autre porte – le climat par les minerais, les risques budgétaires des catastrophes – et là, le G7 démontre qu'on peut avancer très concrètement sans le vocabulaire ; d'autres, en revanche, ont purement disparu de l'espace G7 alors qu'ils y étaient traités jusqu'ici : le financement climat, l'égalité de genre, l'Agenda 2030 pour le développement durable. Tout ne se rattrape pas par la sécurité économique.

Reste alors une question : comment continuer d'avancer sur ces sujets sans le G7 ? Pour certains, l'affaiblissement de cette enceinte est un vrai problème car elle y concentrait expertise, financements et capacité de signal. Pour d'autres, il force une clarification saine, en déportant le débat vers des enceintes où le Sud a davantage voix au chapitre : le G20 sous séquences britannique puis coréenne, le suivi de Séville ([Iddri, 2025](#)), ou des coalitions *ad hoc*. L'enjeu devient de choisir, de créer, le bon forum pour chaque sujet.

Il faut également souligner le dynamisme des groupes d'engagement, notamment du [T7](#) et du T20 durant une année blanche pour le G20. Dans leur mémoire institutionnelle, la continuité de leur engagement, ces groupes ont fait vivre la dynamique partenariale et les enjeux environnementaux au-delà des appétits de court terme des pays.

1

60 % à horizon 2030 pour les terres rares et les aimants permanents et ambition d'établir des cibles pour les autres minéraux (sans préciser lesquels) d'ici la fin de l'année.

2

Rapport sur les déséquilibres mondiaux par le groupe d'experts en économie du G7 | G7 Évian 2026

3

Working Groups - G20 Miami 2026

CLIMATE

GOUVERNANCE

NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

G7

COOPERATION POLICY